

Entre religion et laïcité : les droits de la femme en Turquie

Autor(en): **Sehlikoçlu, Sertaç**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[97] (2009)**

Heft 1531

PDF erstellt am: **07.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-283292>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Cet article fait partie d'une série sur les femmes musulmanes et leurs droits religieux, écrite pour le Service de Presse de Common Ground (CGNews).*

Entre religion et laïcité : les droits de la femme en Turquie

La Turquie entretient des liens solides tant avec son passé musulman qu'avec son présent laïc, c'est-à-dire le principe selon lequel on ne mélange pas religion et politique. Aux prises pendant des décennies avec cette double identité, cet allié stratégique de l'OTAN et candidat à l'UE parvient aujourd'hui à assumer ses deux identités. De ce fait, on considère de plus en plus la Turquie comme le représentant d'un islam progressiste au niveau mondial. De plus, en conformité avec l'esprit véritable de la religion, la Turquie fait preuve de son engagement envers les droits de la femme.

Sertaç Sehlükoglu Karakas militante pour la défense des droits de la femme et membre de l'organisation à but non lucratif Femmes sous lois musulmanes, prépare un doctorat d'anthropologie à l'Université de Toronto.

Pour que la vie quotidienne des femmes en soit affectée positivement, les réformes d'inspiration gouvernementale devront être soutenues par les érudits religieux et par les féministes.

La Présidence des affaires religieuses (PAR), institution gouvernementale chargée de superviser les questions religieuses depuis sa création en 1924, et l'autorité islamique suprême du pays, se trouve au centre du débat sur les femmes et la religion. La PAR, qui emploie actuellement quelque 83'000 muftis dans les mosquées du pays, n'était chargée à l'origine que de l'administration des lieux de culte. Aujourd'hui, elle se consacre plutôt à l'élaboration de nouvelles interprétations de l'islam.

Travailler sur les sources pour lutter contre la misogynie

Il n'y a pas longtemps, la PAR s'est attelée à une analyse des hadiths (dits du Prophète Mahomet) qui a été bien reçue par la société turque et a eu des répercussions au-delà des frontières de la Turquie.


Selon les explications de la PAR, ce travail vise, en insistant sur l'importance de sources moralement crédibles et viables, à faire prendre conscience de l'inexactitude des hadiths apocryphes qui se sont accumulés après la mort du Prophète. Ainsi, un grand nombre de traditions culturelles considérées comme injustes envers les femmes ont été attribuées à tort au Prophète et ajoutées au recueil des hadiths, bien que la chaîne de transmission dont elles étaient issues soit suspecte.

Ce travail d'analyse devrait déboucher sur un recueil de hadiths relatifs aux femmes en cinq volumes. Il vise à soutenir les militants des droits de la femme dans leur combat contre les « crimes d'honneur », la violence contre les femmes et la misogynie en général.

La PAR offre également à ses employées, depuis 2005, la possibilité de perfectionner leurs connaissances et leurs compétences professionnelles, de manière à pouvoir avancer dans l'échelle professionnelle.

Des femmes mufti

A en croire Ali Bardako_lu, président de la PAR, l'institution souffre depuis des décennies d'un manque de participation féminine. Ces dernières années, son objectif a été de faire accéder les femmes aux niveaux les plus hauts de l'institution. Bardako_lu pense y parvenir en les intégrant progressivement aux structures de la PAR. Des femmes seront promues au rang de clerc adjoint, de clerc et de mufti. Bardakoglu ne nie pas que les hommes ont exercé jusqu'à présent plus d'influence au sein des institutions islamiques, tout en concédant que l'absence de femmes à ces postes est due avant tout à leur manque d'éducation supérieure — un état de fait qui peut être changé.



Des arguments contre la violence conjugale

Ce vaste mouvement d'habilitation de la femme turque ne se limite pas à la représentation féminine au sein de la PAR, il concerne aussi la société dans son ensemble. En septembre 2008, Fethullah Gulen, le célèbre chef religieux, écrivait dans Zaman qu'une femme doit être assez courageuse pour déposer plainte contre le mari qui la bat. A l'appui de ce conseil, Monsieur Gulen citait une interprétation moderne des textes religieux d'un point de vue soufi.

Il expliquait que dans les cas de violence conjugale, le mari doit être considéré comme zalim, c'est-à-dire tyrannique et donc coupable d'exercer son pouvoir injuste. De telles interprétations peuvent apporter aux femmes des arguments juridiques qui leur permettront de poursuivre leurs maris devant les tribunaux ou d'obtenir des dommages et intérêts pour mauvais traitement. Cette déclaration apporte à toutes les femmes qui se battent dans ce sens depuis des années un fondement érudit inestimable.

Une vigilance féministe indispensable

L'attitude et les propos de Bardakoglu sont assurément philogynes, mais certains secteurs de l'institution résistent visiblement au changement. En 2005, peu après une déclaration où la PAR annonçait son intention d'engager 200 prédicatrices et de nommer des femmes mufti et vice-mufti, un membre de l'institution a publié un article expliquant comment les femmes doivent se comporter en compagnie des hommes de façon à ne pas éveiller leur désir sexuel. Grâce à la vigilance des féministes, cet article a été éliminé du site de la PAR, qui s'en est excusée.

Pour que la PAR reste fidèle à son engagement envers l'égalité, il est essentiel qu'elle soit soumise à une forte critique féminine, tant endogène qu'exogène. Les féministes continuent d'inciter la PAR à appliquer et à institutionnaliser les initiatives qui ménagent une place plus grande aux femmes. Depuis quatre ans, la PAR a réussi à gérer des quotas pour les postes à responsabilité, sept femmes ayant déjà été nommées vice-mufti. Elle a aussi créé 21 antennes de proximité dans le pays.

Le chemin est encore long

Tout ce travail d'exégèse au bénéfice des droits de la femme apporte au discours féministe une argumentation de poids. Si la PAR a fait avancer la lecture de la loi religieuse en général, elle s'est tout particulièrement penchée sur le problème des femmes. Certes, le chemin est encore long pour que les femmes obtiennent les droits qui leur sont dus dans l'islam. Mais les réformes de la PAR, à commencer par l'accession des femmes au clergé, et la réinterprétation des sources religieuses, ouvre peu à peu la voie à une égalité véritable.

Les féministes sont souvent à l'origine de cette réinterprétation des textes. Convoquer la religion pour soutenir le combat des femmes peut inspirer les musulmanes d'autres pays, ce qui correspond à la mission que se donne la Turquie: être un modèle de pays musulman moderne.

*Le Service de Presse de Common Ground vise à favoriser la compréhension de l'autre et à offrir l'espoir, l'ouverture au dialogue et des propositions constructives susceptibles de faciliter le règlement pacifique des conflits. Nous publions et faisons connaître des articles écrits par des experts locaux et internationaux sur les questions d'actualité concernant le Moyen-Orient, ainsi que sur les relations entre l'Occident et les communautés arabes et musulmanes. Ce service est une initiative à but non-lucratif de Search for Common Ground, organisation internationale non gouvernementale (ONG) établie à Washington et à Bruxelles, dont la mission est de transformer la façon dont le monde traite la problématique du conflit – c'est-à-dire en passant du mode de la confrontation à celui de la concertation.

Sertaç Sehlilikoglu Karakas,
Source: Service de Presse de Common Ground
(CGNews), 1er mai 2009, www.commonground-news.org
Reproduction autorisée.